



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
Mulhouse

15 avril 2024

NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

D'où qu'ils viennent, interdisons les licenciements

Les 40 plus grosses entreprises françaises (celles du CAC 40) ont annoncé plus de 150 milliards d'euros de bénéfices pour 2023. Ce n'est plus une pluie, mais un déluge de fric qui arrose leurs actionnaires : plus de 60 milliards de dividendes, et 30 milliards de rachats d'actions qui gonflent d'autant la valeur de celles qui restent. Non seulement ces sommes indécentes contrastent avec les augmentations de salaire minables pour leurs salariés, mais elles n'empêchent pas les mêmes entreprises de licencier !

Des licencieurs gavés de profits

Stellantis (fusion de PSA, Fiat et Chrysler), a réalisé 18,6 milliards de profits en 2023. Les menaces sur l'emploi s'accumulent pourtant dans plusieurs usines du groupe. Vendredi dernier, c'était au tour de la CGT du site Stellantis d'Hordain (Nord) de tirer la sonnette d'alarme. Pour elle, plusieurs délocalisations chez les sous-traitants de l'usine, qui produit des petits véhicules utilitaires, cachent – mal – la volonté de la direction de se débarrasser d'eux à terme.

ExxonMobil annonce la même semaine la vente de plusieurs sites et la suppression de 677 emplois dans celui de Gravenchon (Seine-Maritime). Les délégués syndicaux de l'usine estiment à 3 000 le nombre total des emplois menacés, directement chez les sous-traitants ou indirectement dans d'autres entreprises. ExxonMobil a fait 36 milliards d'euros de bénéfices en 2023. Le trust pétrolier a racheté en octobre dernier son rival Pioneer pour la bagatelle de 56 milliards d'euros, sans emprunter le moindre centime ! Il a largement de quoi maintenir les salaires de tous les travailleurs menacés à Gravenchon et ailleurs.

Le gouvernement n'est pas en reste

Ces annonces interviennent alors même que le gouvernement engage une énième « réforme de » (traduire : « attaque contre ») l'assurance-chômage. Si le plan d'Attal va jusqu'au bout, la durée de l'indemnisation du chômage, qui était de 24 mois jusqu'à février dernier, passera à 12 mois à l'automne prochain. On n'ose pas imaginer ce que deviendra le montant des allocations, déjà diminué de 16 % à 50 % selon les cas l'an dernier.

Le ministre de la Fonction publique Guérini s'intéresse quant à lui au chômage pour y envoyer les fonctionnaires ! Il ment en prétendant que presque

personne n'est licencié dans la fonction publique. En 2022, 235 fonctionnaires – et pas 13 – ont été licenciés pour motifs disciplinaires. Des milliers d'autres ont négocié une rupture conventionnelle, pas forcément par désamour du service public, mais plutôt des conditions dans lesquelles la hiérarchie impose de travailler ! Et c'est sans compter les fonctionnaires qui changent de poste ou démissionnent.

La meilleure garantie d'emploi dans le public a un coût pour les agents : des salaires plus faibles. L'Insee estime que ceux du privé ont augmenté deux fois plus vite – en vérité plutôt deux fois moins lentement – entre 2011 et 2021, du fait du gel des salaires dans la fonction publique.

Invertissons le règne de la peur

Alors si Guérini agite le prétendu « tabou du licenciement dans la fonction publique », c'est qu'il veut opposer les salariés du public et du privé. Nous, nous sommes pour interdire le licenciement partout ! Le « tabou » dont notre société est en train de crever, c'est celui des sacro-saints profits !

Tout cet argent serait bien mieux employé à maintenir les emplois et les salaires des travailleurs et des travailleuses dont les postes sont menacés. À embaucher les collègues qui manquent dans les ateliers, les services, les chantiers. À faire reculer ce chômage qui n'est pas une fatalité, mais l'arme de la bourgeoisie pour nous imposer sa loi.

Une telle lutte pour l'interdiction des licenciements suppose que, du public et du privé, nous fassions front ensemble. Si le gouvernement crache sur ses agents, c'est précisément pour jeter entre nous les ferments de la division. Car il sait, mieux que nous, qu'une fois unis nous serons invincibles.

Chômage partiel : pas à nous de payer !

Après l'annonce du lundi chômé, c'est le mardi qui a également été rajouté pour la majorité d'entre nous. Si on n'est pas contre les week-ends à rallonge, les seuls qui ne perdent rien dans cette histoire, c'est la direction qui nous impose de plus en plus son système de ruptures de pièces dû aux flux tendus toujours plus poussés à l'extrême.

Mais on peut parier que quand le coup de mou dans la production des usines terminales sera passé, on nous demandera de tourner à nouveau en surrégime.

Tous concernés par les suppressions de poste !

Dans tous les secteurs du montage sur les chaînes comme en logistique, des postes sont supprimés, ce qui a pour conséquence d'aggraver encore plus les conditions de travail de la majorité des postes restant. La direction cherche à justifier ces suppressions de postes par n'importe quels moyens, tous plus bidons les uns que les autres. Alors on est tous concernés et on n'est pas là pour préparer les Jeux Olympiques en courant à longueur de journée. Si on ne veut pas continuer à subir, il va falloir répondre tous ensemble le plus nombreux possible.

Pressions sur les collègues de Poissy

Les collègues de Poissy actuellement en prêt sur le site ont reçu un courrier pour les inciter soit à rester définitivement sur Mulhouse, soit à devenir chauffeur routier ou revenir à Poissy, mais avec la menace de se retrouver en poste à la chaîne. Ceux qui sont venus pour quelques mois à Mulhouse pour gagner un peu plus se retrouvent maintenant avec des menaces sur leur avenir.

Sans scrupules

La direction de Stellantis annonce l'arrêt définitif de l'usine d'Aspern-Vienne (ex Opel) en Autriche, l'été prochain. 220 salariés y travaillent encore. Ils étaient 2000 en 2017 au moment du rachat par PSA. Elle argue que les boîtes manuelles 6 vitesses n'ont plus d'avenir, mais tout le monde sait que ces productions sont faites dans des pays à bas coût en Europe de l'Est et en Inde. Stellantis qui bénéficiait récemment de prêts de l'Etat s'était engagée à ne pas fermer d'usines. Les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

Licenciements : nos vies, pas leurs profits !

Stellantis supprime 3597 emplois en Italie. 1500 à Mirafiori (Turin), 850 dans celle de Cassino, et aussi à Pomigliano d'Arco près de Naples. En France, les usines de Metz-Borny et la Française de Mécanique de Douvrin sont menacées. L'usine de Hordain est aussi dans le viseur.

Stellantis a supprimé 130 000 emplois dans toutes ses usines 3 ans après sa création. Le secteur automobile se restructure, se tourne vers l'électrique tout en transférant le thermique dans les pays à bas coût, et en augmentant l'exploitation partout.

Et nous là-dedans, nous qui n'avons que notre travail pour vivre ? Que nous prépare la bourgeoisie et ses gouvernements ? Ils attaquent encore l'indemnisation des chômeurs et reculent l'âge de la retraite ! Tenter de vendre cher notre peau ne suffira pas. Il faudra surtout prendre le contrôle de toute l'économie, et la mettre enfin au service de tous.

Un nouveau rapport pour réduire en poussière les droits des travailleurs

En se cachant derrière un besoin de simplification administrative, un nouveau rapport parlementaire propose de réduire encore davantage les droits des travailleurs. Il faudrait dépasser 50 salariés, au lieu de 11 aujourd'hui, pour mettre en place un CSE (Comité Social et Économique) et les droits et les avantages financiers pour les salariés qui vont avec (comité d'entreprise) . Des millions de salariés sont concernés.

Les jeunes entreprises pourraient aussi déroger aux accords de branche pendant 5 ans, créant des salariés au rabais. Si c'est appliqué, la prochaine étape sera sans doute de supprimer toutes les obligations syndicales et sociales pour tous les salariés, quelle que soit l'entreprise. D'autres projets de réformes sont annoncés : durcissement de l'assurance-chômage, augmentation des temps partiels subis, suppression de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), instauration d'un ou plusieurs jours de carence non pris en charge en cas de maladie, limitation du droit de grève dans les transports...

Le premier ministre Gabriel Attal, héritier millionnaire qui n'a jamais travaillé de sa vie, veut une armée de travailleurs dociles et sous-payés, et sans droits pour se défendre. Seuls les profits records engrangés sur notre dos l'intéresse. Montrons-lui qu'on s'intéresse à le dégager de son poste.

De l'air, ouvrez les frontières

Le Parlement Européen vient d'adopter une réforme de la politique migratoire qui renforce les contrôles et facilite les expulsions. Il est prévu de créer 30 000 places dans des centres fermés, des prisons qui ne disent pas leur nom, où les migrants pourront être enfermés jusqu'à 6 mois. Les migrants sont traités par les États européens non comme des personnes qui ont besoin d'aide, mais comme des criminels. Honteux !

